

FO

LA FORCE SYNDICALE

MEDDE
MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

MLETR
MINISTÈRE DU LOGEMENT
DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES
ET DE LA RURALITÉ



Paris, le 3 novembre 2014

La FEETS-FO reçue par la Ministre de l'écologie le 31 octobre 2014

Une délégation de FORCE OUVRIÈRE a rencontré la ministre Ségolène Royal le 31 octobre.

Cette rencontre a enfin eu lieu plus de 6 mois après son arrivée suite au boycott des organisations syndicales du Comité Technique Ministériel budgétaire qu'elle devait présider en septembre.



La ministre était accompagnée du Secrétaire Général du ministère et de son Conseiller social.

En préalable Force Ouvrière est intervenu pour rappeler l'envergure du ministère et des services qui le composent. Entre le ministère de l'égalité des territoires et le ministère de l'écologie, il y a 85 000 agents sur des missions très diverses, des transports, de l'aviation civile, des affaires maritimes, de l'environnement, des risques, de l'équipement, de la recherche, de l'énergie...

La ministre a semblé enfin prendre la mesure des effectifs de son ministère. Nous avons exprimé la forte attente des personnels sur l'avenir des missions et des services y compris sur la survie même du ministère suite aux réorganisations à répétitions. Par ailleurs, face aux propositions d'établir une stratégie de façon partagée avec les agents pour porter les politiques publiques du ministère, nous avons rappelé que la capacité des agents à pouvoir s'impliquer sereinement et en confiance dans une telle démarche dépendait des réponses apportées aux revendications des personnels.

Nous sommes intervenus sur différents dossiers sur les différents corps. De plus plusieurs sujets ont été abordés :

- les freins à la mobilité choisie,
- les taux de promotion qui sont réduits et qui conduisent à empêcher les déroulements de carrière en période de gel du point d'indice,
- la nécessité d'aboutir enfin à un plan de requalification ambitieux de C en B et de B en A,
- le déblocage du recrutement d'OPA et d'Ouvriers d'Etat pour assurer les missions,
- les conséquences de fusions de corps dogmatiques sur les compétences des agents,
- la nécessité que la ministre s'exprime pour défendre ses personnels inspecteurs de l'environnement qui subissent trop souvent des saccages de locaux, des agressions...
- les problématiques du dialogue social où la logique actuelle de l'administration est d'utiliser les instances comme une chambre d'enregistrement des conséquences de réductions budgétaires et comptables.

Enfin, nous avons réaffirmé que Force Ouvrière n'acceptera pas de se trouver en situation d'accompagnateurs passifs de la destruction des services et des missions, par exemple dans le cadre de la revue des missions de l'Etat. Nous avons demandé à la ministre que l'Etat assume ses responsabilités d'employeur et que des mesures d'âges (droit à des pré-retraites) soient mises en place pour les agents notamment à l'occasion des opérations de restructuration ou de suppression de missions.